

LA RUINE A L'INTERIEUR

QUAND LA FORTUNE EST A LA PORTE

LA PROTECTION DOIT NOUS SAUVER

I.—LE TERRAIN DE LA PROCHAINE LUTTE.

Les élections fédérales de 1878 vont décider de l'avenir du Canada; car il s'agit de savoir si nos industries nationales doivent vivre ou périr.

Pendant que nos manufactures et nos moulins se ferment et sont vendus par le shérif, le gouvernement MacKenzie qui peut les sauver par la protection, refuse aveuglement d'agir. Il déclare même qu'il fera les élections sur ce principe. Voici comment M. Cartwright, le ministre des finances, pose les conditions de la présente lutte dans son exposé financier :

Malheureusement, M. l'Orateur, sans vouloir soulever une discussion oiseuse, je crois qu'il est bon que la Chambre sache clairement, distinctement, qu'elle est cette question, et connaisse bien le contraste frappant qu'offrent notre politique et celle de nos adversaires. Dans un discours qu'il a prononcé sur cette question, il y a quelques mois, l'honorable chef de l'Opposition s'est exprimé comme suit :

« Vous (les cultivateurs) qui, dans une saison de stérilité, pourriez trouver une compensation pour ces faibles récoltes dans les prix plus élevés qu'elles vous rapporteraient, vous vous trouvez déçus dans votre espoir. Même le peu de profits que les tempêtes vous ont laissé se

trouve sans valeur lorsque les marchés du Canada sont inondés par les produits des Etats de l'Ouest. Devons-nous souffrir un pareil état de choses ? Ne devons-nous pas dire : le Canada aux Canadiens et protégeons nos marchés pour nous-mêmes ? Ne devons-nous pas dire : si nous avons une pauvre récolte, qu'elle serve à nos concitoyens qui nous en donneront un prix raisonnable ; si elle est abondante, ne nous contentons pas de nos seuls marchés, allons aux lointains marchés européens, et disons Etats-Unis : 'Nous vous permettons d'apporter vos produits sur nos marchés ; à votre tour, accordez-nous le même privilège et laissez-nous envoyer nos produits sur vos marchés.' »

Pour le moment mon intention n'est pas de commenter ni ce discours remarquable ni ces remarquables résolutions, mais de vous faire remarquer qu'ils sont en absolue contradiction avec la politique de notre gouvernement.

Je dois ajouter que je ne crois pas qu'il serait sage, pour des raisons politiques — lors même que nous n'en aurions pas d'autres, — d'assimiler notre système à celui des Etats-Unis. Je pense qu'une augmentation considérable de l'impôt entraverait sérieusement le véritable progrès industriel et tendrait à détourner le peuple d'occupations moins productives. Il n'y a pas de doute qu'elle démoraliserait la classe commerciale et introduirait une vaste contrebande parmi grand nombre de nos concitoyens.

Il me semble voir deux voies ou routes devant nous. L'une, celle que j'ai indi-